

Maîtriser les feux de forêt dans le contexte du changement climatique (Résumé)

Une version intégrale de ce rapport est disponible en anglais:

OECD (2023), *Taming Wildfires in the Context of Climate Change*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/dd00c367-en>.

Dans bien des régions du monde, les feux de forêt et de végétation sont de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses, et la saison des incendies s'allonge. On assiste également à une multiplication des incendies extrêmes, qui correspondent à des épisodes d'incendie particulièrement graves du fait de leur taille, durée, intensité ainsi que de leur impact. En Australie, la fréquence moyenne des incendies a doublé depuis 1980. Dans les forêts de l'ouest des États-Unis, la gravité des incendies, c'est-à-dire l'ampleur des conséquences et dommages écosystémiques en résultant, a été multipliée par huit entre 1985 et 2017. À l'échelle mondiale, la saison des incendies dure désormais 27 % plus longtemps qu'en 1979.

Le risque d'incendie extrême est exacerbé par le changement climatique. Cela est dû à l'élévation des températures atmosphériques, la variation des régimes de précipitation, la sécheresse des paysages et l'évolution des régimes de vent et d'orage. Ainsi, il est estimé que la surface forestière brûlée dans l'ouest des États-Unis a doublé entre 1984 et 2015 du fait du changement climatique. En Australie, il explique pour au moins 30 % la hausse de probabilité de conditions météorologiques favorables aux incendies extrêmes telles que celles à l'origine des feux incontrôlés de 2019 et 2020. En outre, comme les émissions dues aux incendies extrêmes alimentent le dérèglement climatique, qui, à son tour, accroît la fréquence, l'ampleur et la gravité des épisodes d'incendie, il existe désormais un cercle vicieux entre changement climatique et incendies extrêmes.

Les pratiques non durables d'occupation des sols et la dégradation de l'environnement nuisent à la résilience des écosystèmes naturels face aux feux de forêt et de végétation. Sous l'effet de la déforestation et du drainage des tourbières, les conditions de sécheresse empirent et le paysage devient de plus en plus inflammable. Voilà pourquoi des incendies extrêmes se produisent dans des pays comme le Brésil et l'Indonésie. Certaines pratiques agricoles et forestières contribuent elles aussi à l'accroissement du risque d'incendie incontrôlé. On l'a vu en 2017 au Portugal, où les eucalyptus non indigènes ont constitué un combustible très inflammable. De manière générale, l'activité humaine est la principale cause de

déclenchement d'incendie ; elle est responsable de près de 70 % de la superficie totale des surfaces brûlées dans le monde.

Les incendies extrêmes occasionnent des bouleversements sociaux, environnementaux et économiques. Au-delà des pertes humaines, leurs coûts sociaux comprennent également des répercussions importantes sur la santé. Ainsi, à l'échelle mondiale, le nombre de décès prématurés associés à la pollution atmosphérique due aux feux incontrôlés s'élève à 340 000 par an. Les incendies extrêmes peuvent nuire de façon durable, voire irréversible, aux écosystèmes. Les incendies qui ont frappé le Chili en 2017 ont endommagé près de 40 % des habitats en danger critique, tandis que dans certaines régions des États-Unis, la zone où la végétation n'a pas repoussé après des feux de forêt a presque doublé entre 2000 et 2011. Sur le plan économique, les conséquences des incendies extrêmes atteignent des niveaux sans précédent. Les coûts directs de l'incendie "Camp Fire" en Californie en 2018 ont atteint 19 milliards de dollars et les feux incontrôlés qui ont ravagé l'Australie en 2019 et 2020 atteignèrent 23 milliards de dollars.

Comment les pays renforcent-ils leur résilience face au risque de feu incontrôlé et quelles leçons en tirer ?

Face à la multiplication des incendies extrêmes, les pays touchés font monter en puissance leurs capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention. Ces dix à vingt dernières années, certains ont multiplié par quatre les moyens disponibles pour maîtriser les feux incontrôlés. Cela dit, les incendies extrêmes, de plus en plus nombreux, montrent les limites du possible. Certains exigent plusieurs mois d'intervention, ce qui met à rude épreuve les moyens des services d'incendie, dont la capacité à contenir les dommages se trouve limitée. Les départs de feu simultanés augmentent le risque de morts. Il importe donc que les pays intensifient en amont la réduction des risques de feux de forêt et de végétation.

Améliorer la gestion des forêts et de la végétation

Les écosystèmes sains sont plus résilients et moins vulnérables aux risques d'apparition et de propagation d'incendie. C'est pourquoi la protection et la reconstitution des forêts et des tourbières occupent désormais une place de choix dans l'action de prévention des risques de feu mise en œuvre dans de nombreux pays, tels que l'Afrique du Sud, le Costa Rica, les États-Unis et l'Indonésie. Il faut aussi redoubler d'efforts pour enrayer l'utilisation illégale et non durable des terres, notamment en matière de surveillance et de contrôle.

Il est fondamental de bien gérer l'accumulation de végétation combustible à l'interface des zones naturelles et urbaines afin d'en amoindrir la quantité en excès. Pour ce faire, on peut recourir au brûlage contrôlé, créer des zones tampon ou mettre en place des coupures de combustible. Le brûlage contrôlé est pratiqué en Australie, au Canada et aux États-Unis. Quant aux zones tampon et aux coupures de combustible, les pays sont de plus en plus nombreux à les rendre obligatoires, mais les moyens manquent pour faire exécuter et respecter cette obligation à l'échelle locale.

Adapter le bâti

Les codes et normes d'urbanisme et de construction sont essentiels pour protéger la vie, ainsi que les actifs et les activités économiques ; ils contribuent de manière décisive à limiter les risques de feu de forêt et de végétation et à en contenir les incidences. L'ampleur des retombées sociales et économiques des récents incendies extrêmes a mis en évidence les lacunes de la surveillance et du contrôle, et, par conséquent, la nécessité de venir à bout des problèmes de conformité.

La résilience de la société tout entière face aux feux de forêt et de végétation dépend du degré de vulnérabilité des ouvrages et réseaux. C'est pourquoi les pays commencent à prendre des dispositions réglementaires qui imposent aux propriétaires et exploitants d'infrastructure de se conformer à certaines règles de sécurité incendie et de se doter de plans d'urgence. Cela dit, la réglementation relative aux feux

de forêt et de végétation est bien souvent en retard et les mesures prises par les acteurs des infrastructures demeurent volontaires.

Renforcer les capacités en matière de gestion des feux de forêt et de végétation

Pour comprendre l'évolution des besoins en matière de prévention des risques de feux de forêt et de végétation, il est nécessaire de mieux évaluer ces risques. Il peut être utile, à cet effet, de disposer d'informations actualisées sur les dangers, l'exposition et la vulnérabilité mais aussi de tenir compte des effets du changement climatique dans les modèles d'incendies. Cela permet en outre d'éclairer la prise de décisions en matière de prévention et de préparation.

Une meilleure prévention des risques de feux de forêt et de végétation suppose la mobilisation de tous les niveaux d'administration. Gestionnaires des forêts et des sols, exploitants d'infrastructures essentielles, organismes d'aménagement de l'espace, services météorologiques, ministères de l'agriculture, organismes de protection civile, administrations locales et propriétaires fonciers, tous ont un rôle crucial à jouer. Il y a lieu de renforcer la coordination, la collaboration et l'échange de connaissances entre les secteurs et niveaux d'administration. L'Agence pour la gestion intégrée des incendies ruraux dont le Portugal s'est doté constitue un bon exemple de mécanisme de gouvernance à mettre en place.

La prévention des risques de feux de forêt et de végétation requiert aussi un financement suffisant. Si la nécessité d'investir dans ce domaine est largement admise dans les pays, la hausse des dotations profite surtout à la préparation aux situations d'urgence et aux moyens d'intervention. Il est impératif d'assurer un financement stable et suffisant de la prévention des feux de forêt et de végétation, ainsi qu'à la participation d'investissements privés.



Extrait de :
Taming Wildfires in the Context of Climate Change

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/dd00c367-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé », dans *Taming Wildfires in the Context of Climate Change*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0aa0e1e2-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.